

Dans la motion, il n'est question que de la promesse faite dans le discours du trône de l'année dernière, mais les libéraux ont fait en réalité bien d'autres promesses que celle-là qu'ils n'ont tenues non plus. Ce sont les libéraux qui, sous la direction du même premier ministre (M. Trudeau), promettent dans chaque discours du trône depuis une décennie, voire davantage, d'accélérer la croissance, de faire diminuer le chômage, de juguler l'inflation et d'empêcher les taux d'intérêt de grimper.

Souvenez-vous de la fameuse promesse du premier ministre qui allait terrasser l'inflation. Souvenez-vous de sa promesse de ne pas imposer de contrôle des prix et des salaires, et ensuite de son revirement total. Souvenez-vous de sa promesse selon laquelle après la levée des contrôles, l'inflation redescendrait à environ 3 ou 4 p. 100 d'ici à 1981. Souvenez-vous de la conférence des premiers ministres de l'été 1978, alors que le premier ministre a déclaré avec assurance que, grâce aux politiques économiques du parti libéral, d'ici 1981, l'inflation serait ramenée à 3.5 p. 100. Comme nous le savons, l'inflation, en 1981, atteint 12.7 p. 100, c'est-à-dire qu'elle est plus élevée qu'à aucun moment depuis 1948, alors que la réglementation des prix et des salaires du temps de guerre a pris fin. Souvenez-vous des promesses et des engagements de l'actuel ministre de la Justice (M. Chrétien), lorsqu'il était ministre des Finances, dans son budget de 1978. Il avait prédit avec beaucoup d'assurance que le budget aurait pour conséquence de ramener l'inflation à 6 p. 100.

Voyons ce que les libéraux avaient à dire lorsqu'ils étaient dans l'opposition et plus tard au cours de la campagne électorale. Rappelez-vous que le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gray), quand il était critique financier du parti libéral, a dit au comité des finances des Communes le 25 octobre:

Bien que nous, de l'opposition officielle, nous inquiétons de l'inflation, nous sommes aussi très inquiets des conséquences de ces hausses sans pareilles des taux d'intérêt sur l'économie en général et particulièrement sur les petites entreprises, les agriculteurs et les consommateurs.

Je me demande ce que dit le ministre de l'Industrie et du Commerce maintenant qu'il siège à la table du cabinet?

Qu'est-ce que le premier ministre avait à dire le 10 février 1980? Voici:

Je voudrais administrer l'économie de façon que les taux d'intérêt baissent... parce que l'économie serait administrée avec plus de compétence.

On vient de me faire remarquer que le sujet intéresse tellement le parti libéral qu'en l'absence du ministre des Finances (M. MacEachen) parti au Gabon, deux députés d'un caucus de 145 nous font l'honneur de leur présence à la Chambre.

Une voix: C'est toute l'importance qu'ils attachent à la question.

M. Andre: Je me demande si la Chambre se souvient de la déclaration de l'actuel ministre de l'Industrie et du Commerce, qui était alors le porte-parole financier du parti libéral, que rapportait le *Sun* de Toronto du 4 février. Il avait dit:

Je suis persuadé qu'il y a moyen de gérer l'économie de manière à ce que les taux d'intérêt soient moins élevés qu'ils le sont et je crois que nous pouvons faire preuve d'indépendance dans notre politique des taux d'intérêt.

Politique des taux d'intérêt

Je ne pense pas que de laisser le dollar se dévaluer ferait autant de tort à l'économie que le niveau élevé où sont les taux d'intérêt.

Il a par la suite souvent répété la même chose, notamment à l'émission *The Watson Report* du 15 octobre 1979 et au comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques, le 30 octobre 1979.

● (1550)

Tels étaient les promesses et les engagements du parti libéral en matière de taux d'intérêt. Les libéraux ont manqué à d'autres promesses que celles du discours du trône que, à l'instar du Nouveau parti démocratique, nous les blâmons d'avoir rompues. En fait, si l'on en juge par ce que les libéraux ont promis et ce qu'ils ont fini par réaliser, il faut être idiot pour les croire sur parole et seul un parti de dupes peut mettre autant d'empressement et avoir si peu de scrupules à s'associer si souvent avec eux.

La règle du gouvernement libéral, c'est que les promesses, les engagements et les objectifs sont des instruments politiques qui servent à manipuler l'opinion publique et qui n'ont que peu ou pas de rapport avec les réalisations ou les programmes conçus et appliqués dans un isolement presque complet.

Par exemple, examinons le dernier budget ou simulacre de budget chevauchant une déclaration sur l'énergie. L'objectif des programmes et des politiques qui y étaient exposés est très clair. On veut accroître la mainmise fédérale sur l'industrie du pétrole et du gaz, accroître les possibilités du gouvernement fédéral, nationaliser davantage et sacrifier au besoin la traditionnelle industrie du pétrole et du gaz afin de favoriser l'exploitation des gisements sous-marins et la prospection dans le grand Nord qui relèvent toutes deux du gouvernement fédéral. Comme ces visées ne sont pas particulièrement séduisantes au point de vue politique, bien que ce soit là la réalité, on avoue vouloir réaliser l'autarcie et canadianiser l'industrie jusqu'à concurrence de 50 p. 100 d'ici 1990 et s'approprier une juste part des recettes. Les objectifs n'ont aucun rapport avec le programme. J'avoue qu'une partie de ce dernier a connu le succès mais, en réalité, les promesses, les engagements, les objectifs ne sont que du baratin pour charmer la galerie. Ils émanent de McLaren et des services de Goebbels, par le biais de sa campagne de publicité, mais n'ont rien à voir avec les réalités du programme.

Je dirai au moins que le gouvernement a un programme énergétique même s'il est abusif, stupide, catastrophique et néfaste. Il n'y a même pas de programme au ministère des Finances, absolument pas. Le sujet semble n'intéresser ni le premier ministre, ni le ministre des Finances. Après avoir été reporté au pouvoir en février dernier sur la foi d'un programme politique portant sur l'énergie, l'inflation et les taux d'intérêt, le premier ministre a par la suite consacré pratiquement toute l'année suivante à une croisade personnelle en vue d'imposer au pays sa propre conception de ce que devrait être notre constitution, malgré les dommages que cela pouvait causer au pays. Maintenant qu'il a, semble-t-il, causé tous les torts qu'il pouvait à cet égard, il se balade d'un continent à l'autre en essayant d'impressionner les gens par sa connaissance des problèmes mondiaux et par ce qu'il croit nécessaire de faire pour y remédier. Après avoir démoli le Canada, il a maintenant les yeux sur le reste du monde.